



الخزينة العامة للمملكة
ⵓⵔⵔⵓ ⵏ ⵓⵔⵓⵔⵓ ⵏ ⵙⵓⵔⵓⵔⵓⵔⵓ
TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME

Innovations du nouveau

Décret n° 2-22-431

relatif aux marchés publics

Innovations du nouveau décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics

L'essentiel de la réforme du décret des marchés publics 2023 en 13 points :

1 - Elargissement du champ d'application du décret des marchés publics

L'extension du champ d'application du décret à l'ensemble des établissements publics et aux autres personnes morales de droit public (Art. 2).

L'extension de l'application du dispositif liée à la préférence nationale aux marchés de fournitures, de services et d'études (Art. 147).

L'ajout des contrats de partenariat public-privé, des prestations réalisées à l'étranger pour le compte des services et instances publics ainsi que de certains contrats conclus entre les services publics parmi les dérogations au champ d'application du décret sur les marchés publics (Art. 3).

2 - Renforcement de la préférence nationale

L'introduction du recours aux produits d'origine marocaine, lorsqu'ils sont disponibles parmi les critères d'évaluation des offres des concurrents (Art. 5).

L'introduction du recours aux produits de l'artisanat marocain pour la réalisation des prestations en relation avec les activités artisanales (Art. 5).

L'introduction de l'obligation faite aux bureaux d'études étrangers d'associer les experts marocains affectés à la réalisation de marchés d'études ainsi que les marchés portant sur les systèmes d'information, et ce dans une proportion qui ne peut être inférieure à 20% de l'effectif desdits experts (Art. 144).

L'introduction de la répercussion de la différence de prix, résultant de fluctuations des prix, intervenue entre la date de remise des offres et la date de livraison pour les marchés de fournitures et de services autres que les études dont les prix ne sont pas réglementés et dont le délai d'exécution dépasse 6 mois (Art. 15).

La réduction du délai d'exécution du marché requis pour la révision des prix des marchés d'étude de quatre à trois mois (Art. 15).

Le passage d'un taux plafond applicable pour la préférence nationale à un taux fixe de 15% applicable à l'offre financière de l'entreprise non installée au Maroc (Art. 147).

La non-application du mécanisme de la préférence nationale au groupement, lorsque un ou plusieurs de ses membres sont installés au Maroc, à condition

que la part qu'il détient ou qu'ils détiennent dans le groupement soit égale ou supérieure à 30% (Art. 147).

3 - Promotion de la valeur ajoutée locale

L'introduction de l'obligation de recourir à l'emploi de la main-d'œuvre locale par les titulaires des marchés de travaux et de services autres que les études dans la limite de 20% de l'effectif requis pour la réalisation dudit marché (Art. 149).

L'introduction de l'obligation de faire appel au savoir-faire des artisans pour les marchés comportant une composante artisanale (Art. 16).

4 - Sauvegarde des médinas et restauration des monuments historiques

L'introduction des prestations relatives à la sauvegarde des médinas et à la restauration des ouvrages traditionnels, historiques et anciens au niveau de la définition des marchés de travaux (Art. 4).

L'introduction de l'obligation de recourir à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des prestations de sauvegarde des médinas et à la restauration des ouvrages traditionnels, historiques et anciens (Art. 5).

La précision que le recours à l'appel d'offres restreint concernant les projets de restauration des ouvrages traditionnels, historiques et anciens, ne nécessite pas la production d'un certificat administratif (Art. 166).

L'introduction de l'obligation de prévoir parmi les moyens humains à affecter au chantier relatif à la sauvegarde des médinas et de restauration des ouvrages traditionnels, historiques et anciens, des artisans et maalmens (Art. 21, 31 et 51).

La précision que les attestations de références doivent mentionner que les travaux réalisés ont porté sur des immeubles classés, en application de la loi n° 22-80 relative à la conservation des monuments historiques, des sites, des inscriptions, des objets d'art et d'antiquité (Art. 28).

L'intégration des prestations relatives à la restauration des ouvrages traditionnels, historiques et anciens classés par la loi 22-80, parmi les cas de recours à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence (Art. 166).

L'institution d'une fourchette, qui ne peut être inférieure à 5% ni supérieure à 8%, pour la rémunération des architectes, intervenant dans le domaine de la restauration des monuments historiques (Art. 166).

Le relèvement du seuil du budget prévisionnel des marchés de travaux pour la réalisation des prestations architecturales concernant les monuments historiques, par voie de consultation architecturale, de 20 MDH actuellement à 50 MDH (Art. 166).

L'institution de l'obligation faite pour l'architecte de produire, dans son offre, une note validée par l'ordre national des architectes indiquant son expérience et les attestations de références des projets qu'il a réalisés dans le domaine de la sauvegarde des médinas et restauration des monuments historiques (Art. 166).

L'intégration de la nature des prestations relative à l'entretien et à la maintenance des ouvrages traditionnels, historiques et anciens dans la liste des prestations pouvant faire l'objet de marchés-cadre (Annexe 2).

5 - Introduction de nouveaux modes d'achat public et renforcement de la concurrence

L'introduction de l'appel d'offres national réservé aux seules entreprises installées au Maroc dont les seuils sont limités à 10 MDH pour les travaux et 1MDH pour les fournitures et services) (Art. 19).

L'introduction du dialogue compétitif comme un nouveau mode de passation des marchés publics, avec précision du contenu et de la procédure correspondants (Art. 12).

L'introduction de l'offre spontanée comme un nouveau mode de passation des marchés publics, avec précision du contenu et de la procédure y afférents (Art. 13).

L'introduction de la possibilité de présentation des offres, pour l'acquisition des fournitures sous la forme d'un catalogue électronique (Art. 139).

L'introduction d'un appel d'offres ouvert simplifié, avec la composition de la commission allégée, le délai de publicité courte et le dossier technique simplifié (Art. 19).

6 - Consolidation du recours à la compensation industrielle

La consolidation du recours à la compensation industrielle notamment pour les marchés portant sur les grands projets concernant les secteurs de la défense, de la sécurité, de l'industrie, de l'énergie et des nouvelles technologies (Art. 146).

L'élargissement du recours par l'Administration de la défense nationale à la compensation industrielle pour englober la procédure d'appel d'offres restreint (Art. 165).

La détermination des domaines d'application de la compensation industrielle dont l'investissement direct,

le transfert de compétences ou de technologies, la formation, l'achat ou l'utilisation de produits locaux, l'intégration industrielle, la maintenance et le service après-vente. (Art. 146).

7 - Amélioration de la procédure d'évaluation des offres financières

L'écartement des offres anormalement basses ou excessives avant la détermination du prix de référence (Art. 43, 44 et 144).

L'introduction d'un nouveau mode d'évaluation des offres financières fondé, à la fois, sur la moyenne arithmétique des offres financières des soumissionnaires admis et sur l'estimation du maître d'ouvrage (Art. 44).

L'institution de l'obligation de conclusion des marchés de gardiennage et de nettoyage des bâtiments administratifs et d'entretien des espaces verts par voie d'appel d'offres à majoration (Art. 20 et 43).

La lutte contre la casse des prix à travers la redéfinition de la notion de l'offre économiquement la plus avantageuse basée sur un prix plus proche de la réalité du marché (Art. 43).

Le relèvement du seuil des bons de commande de 200 000,00 DH à 500 000,00 DH pour prendre en compte les spécificités des administrations et des établissements publics (Art. 91).

8 - Amélioration du cadre de passation des prestations architecturales

L'introduction de la consultation architecturale restreinte comme mode de consultation architecturale pour les projets dont le budget global prévisionnel

des travaux hors taxe est inférieur à 10 MDH, tout en la limitant aux projets portant sur l'aménagement et d'entretien de bâtiment (Art. 94).

La possibilité de recourir aux contrats de consultation architecturale simplifiée réservés aux architectes débutants dont l'ancienneté, dans l'exercice de la profession, à titre libéral, ne dépasse pas cinq (5) ans et pour les projets dont le budget global prévisionnel des travaux est inférieur ou égal à 3 MDH hors taxes (Art. 94).

Le relèvement du plafond du budget global prévisionnel des travaux requis pour la consultation architecturale de 20 MDH à 30 MDH hors taxes (Art. 94).

La possibilité de recourir à la consultation architecturale groupée pour les contrats de prestations architecturales relatives aux petits projets, projets répétitifs, et dont le budget prévisionnel cumulé des travaux est inférieur ou égal à dix millions (10.000.000) de dirhams hors taxes. dans le cadre d'un collectif de maîtres d'ouvrages ou d'un même maître d'ouvrage (Art. 94).

La dématérialisation de bout en bout des contrats de consultation architecturale (Art. 135 et 136).

9 - Promotion de l'innovation et de la recherche-développement

L'introduction de la notion de prestations innovantes, domaine privilégié des start-ups notamment celles agissant dans le domaine de la transition numérique et de la digitalisation (Art. 4, 148 et 151).

L'intégration du potentiel de l'efficacité énergétique, la préservation des ressources hydriques et du développement durable parmi les critères d'évaluation pour l'attribution des marchés publics (Art. 1, 11, 21, 31, 50, 51, 69, 101 et 118).

L'introduction de la recherche-développement et l'innovation parmi les critères d'évaluation des offres pour les toutes les procédures de passation des marchés publics y compris les prestations architecturales (Art. premier).

10 - Renforcement de la transparence et de l'information en matière de marchés publics

L'institution de l'obligation de publier un programme prévisionnel triennal glissant des marchés conformément à la programmation budgétaire pluriannuelle préconisée par la loi organique relative à la loi de finances (Art. 17).

La consécration de la mise en place de l'Observatoire marocain de la commande publique, y compris les marchés publics (Art. 158).

La rationalisation du recours à l'annulation des appels d'offres à travers la précision des cas pouvant faire l'objet d'annulation (Art. 48, 65, 86, 114 et 132).

L'introduction de l'obligation de déclaration de toute situation de conflit d'intérêt pour les membres de la commission d'appel d'offres (Art. 29 et 162).

L'interdiction pour les prestataires de services ayant contribué à la préparation du dossier de consultation, de participer aux appels d'offres y afférents (Art. 27, 71, 99 et 121).

L'intégration des documents exigés actuellement dans le dossier additif comme clauses contractuelles du cahier des prescriptions spéciales, ou à exiger pour le concurrent attributaire, lors du complément du dossier pour éviter d'utiliser ce dossier comme moyen d'éviction des concurrents (Art. 43).

L'interdiction pour le titulaire du marché public ayant fait l'objet de résiliation au tort de l'entreprise de participer

à l'appel d'offres relatif à l'achèvement dudit marché (Art. 27).

L'introduction de l'obligation de publier, au début de chaque année budgétaire, au portail des marchés publics :

- une liste, en nombre et en montant comportant les contrats et conventions passés au titre de l'année écoulée (Art. 4).
- une liste, en nombre et en montant des bons de commande lancés au titre de l'année écoulée, (Art. 91).

11 - Promotion de la PME/PMI, de la coopérative et de l'auto-entrepreneur

La mise en place d'un dispositif garantissant le paiement des sous-traitants par l'obligation faite au titulaire du marché de présenter les documents justifiant le paiement, par ses soins, du sous-traitant (Art. 151).

L'expression du cautionnement provisoire en valeur dans la limite de 2% du montant de l'estimation du marché établie par le maître d'ouvrage (Art. 24).

L'introduction d'une disposition précisant que le dépôt des échantillons, exigés actuellement au niveau du jugement des offres, est effectué au moment du complément du dossier à produire par le concurrent attributaire du marché (Art. 43).

12 - Promotion de la logique de gestion axée sur les résultats et la performance

La réduction des délais validité des offres des concurrents de 75 jours à 60 jours, avec possibilité de la proroger d'une durée supplémentaire ne dépassant pas 30 jours (Art. 36 et 143).

La consécration de la mise en place progressive

d'un référentiel des prix lors de l'établissement de l'estimation du coût des prestations (Art. 6).

L'introduction du plan de charge parmi les critères d'évaluation des offres, avec son introduction dans le dossier technique des concurrents (Art. 4, 10, 19, 21, 22, 28, 39, 52, 53, 88 et 153).

L'articulation entre le rapport de présentation et le rapport d'achèvement des marchés publics à travers l'intégration des objectifs, des indicateurs, des réalisations et des écarts qui s'en dégagent (Art. 156 et 157).

13 - Amélioration de la gouvernance des marchés publics

La mise en place d'une plateforme de gestion des systèmes tiers permettant de dispenser les concurrents de la production de pièces émanant des administrations comme les attestations fiscales, les attestations de la CNSS, le registre de commerce, la qualification et la classification des entreprises (Art. 140).

L'institution de l'obligation de veiller à l'obtention de toutes attestations ou autorisations requises avant le lancement de la procédure de passation dudit marché comme l'autorisation de construire, l'occupation temporaire et l'autorisation des eaux et forêts (Art. 5, 28 et 29).

L'institution de l'obligation d'assurer l'assainissement de l'assiette foncière, objet du projet à réaliser, avant le lancement de la procédure de passation des marchés de travaux (Art. 5).

L'institution de l'obligation de présenter les documents justifiant le paiement du personnel impliqué dans les marchés de gardiennage, d'entretien et de nettoyage des bâtiments administratifs et de jardinage (Art. 16).

The key concepts of the public procurement reform 2023 decree in 13 points:

1- Expansion of the scope of the public procurement decree

The extension of the scope of the decree to all Public institutions and other legal entities governed by public law (Art. 2).

The extension of the national preference mechanism to supply, service and study contracts (Art. 147).

The addition of public-private partnership contracts, services provided abroad on behalf of public services and entities, as well as certain contracts concluded between public services, to the list of exclusions from the scope of the public procurement decree (Art. 3).

2 - Strengthening national preference

Introduction of the use of products of Moroccan origin, when available among the criteria for evaluating competitors' bids (Art.5)

Introduction of Moroccan craft products for services with a craft component. (Art.5)

Introduction of the obligation for foreign international consulting companies to associate Moroccan experts, both for contracts relating to studies and for contracts relating to information systems within a proportion which cannot be less than 20% of the companies' staff (Art. 144).

Introduction of the repercussion of the difference resulting from the fluctuation in the price, occurring between the closing date for submission of tenders

and the date of delivery for supply contracts and service contracts other than studies which do not include regulated prices and whose execution period is longer than six months (Art. 15).

The reduction of the contract execution time required for the price revision of study contracts from four to three months (Art. 15).

The change from a ceiling rate applicable to national preference to a fixed rate of 15% applicable to the financial bids of companies not established in Morocco (Art. 147).

The non-application of the national preference mechanism to the consortium, when one or more of its members are established in Morocco, provided that the share that he or they hold in the consortium is equal to or greater than 30% (Art. 147).

3 - Promotion of local added value

Introduction of the obligation to use local labour for works and service contracts other than studies within the limit of 20% of the workforce required to carry out the said contract (Art. 149).

The introduction of the use of craftsmen for contracts with a craft component (Art. 16).

4 - Safeguarding the medinas and restoration of historic monuments

include services relating to the safeguarding of medinas and the restoration of traditional, historical

and ancient works in the definition of works contracts (Art. 4).

Introduction of the obligation to seek project management assistance for the provision of services regarding the safeguard of the medinas and the restoration of traditional, historical and ancient buildings (Art. 5).

The clarification that the use of restricted calls for tenders relating to projects restoration of traditional, historical and ancient works does not require the production of an administrative certificate (Art. 166).

Introduction of the obligation to include craftsmen and maalmens (master craftsmen) among the human resources to be assigned to the site relating to the safeguarding of medinas and the restoration of traditional, historical and ancient works, (Art. 21, 31 and 51).

The clarification that the reference certificates must mention that the work carried out relates to buildings classified in accordance with the provisions of law no. 22-80 on the conservation of historical monuments and sites, inscriptions, works of art and antiquesis (Art. 28).

Include of services relating to the restoration of traditional, historical and ancient buildings as classified by Law 22-80, among the cases of recourse to the negotiated procedure without prior publication and without competitive tendering (Art. 166).

The establishment of a range, which cannot be less than 5% nor more than 8%, for the remuneration of architects intervening in the field of restoration of historic monuments (Art. 166).

Raising the threshold of the estimated budget, from

20 MDH currently to 50 MDH, for works contracts relating to the provision of architectural services concerning historic monuments, in order to be carried out through architectural consultation (Art. 166).

Introduction of the obligation for the architect to submit, as part of his bids, a note validated by the national order of architects, indicating his experience and references for projects he has carried out in the field of safeguarding of the medina and restoration of historic monuments (Art. 166).

Include of services relating to the upkeep and maintenance of traditional, historic and ancient structures in the list of services that can be covered by framework contracts (Appendix 2).

5 - Introduction of new public procurement methods and strengthening of competition

introduction of the national call for tenders reserved for companies established in Morocco, whose thresholds are limited to 10 MDH for works contract and 1MDH for supplies and services contract (Art. 19).

Introduction of competitive dialogue as a new method of awarding public contracts, with precision of content and procedure (Art. 12).

Introduction of the spontaneous offer as a new method of awarding public contracts, with precision of the content and procedure (Art. 13).

Introduction of the possibility of submission of tenders for supplies through electronic catalog (Art. 139).

Introduction of a simplified open call for tenders,

with a simplified open tendering commission, short notice period and a simplified technical file (Art. 19).

6 - Enhancing the use of industrial compensation

Enhancing the use of industrial compensation, especially for major contracts related to the defense, security, industry, energy, and new technologies' sectors(Art. 146)

The expansion of the use of industrial compensation by the National Defense Administration to include the restricted tender procedure (Art. 165).

Determining the areas of application of industrial compensation including direct investment, transfer of skills or technologies, training, purchase or use of local products, industrial integration, maintenance and after-sales service. (Art. 146).

7 - Improvement of the procedure for evaluating financial bids

Disqualification of abnormally low or excessive bids before determining the reference price (Art. 43, 44 and 144).

Introduction of a new method of evaluating financial bids based both on the arithmetic average of the financial bids' of the admitted bidders and on the project owner estimation (Art. 44).

include of the obligation to conclude contracts for guarding and cleaning of administrative buildings by means of calls for tenders at mark up (Art. 20 and 43).

The fight against price drop through the redefinition of the notion of the most economically advantageous

offer based on a closest price to market reality (Art. 43).

Raising purchase orders threshold from 200 000,00 DH to 500 000,00 DH taking into account the specificities of public administrations and institutions (Art. 91).

8 - Improvement of the framework for awarding architectural services

Introduction of restricted architectural consultation as a mode of architectural consultation for projects whose the estimated overall budget for works excluding tax is less than 10 MDH while limiting it to projects relating to the development and maintenance of buildings (Art. 94).

The possibility of using simplified consultation for architectural contracts reserved for beginners architects with less than 5 years of experience and for projects whose the estimated overall budget for works is less than or equal to 3 MDH (Art. 94).

Raising the required upper limit of the estimated overall budget for works from 20 MDH to 30 MDH, excluding taxes in order to be allowed to use architectural consultation (Art. 94).

Including the possibility of using grouped architectural consultation for architectural service contracts relating to small projects, repetitive projects and whose estimated budget of works is less than or equal to ten million (10,000,000) dirhams excluding taxes as part of a collective of project owners or the same project owner. (Art. 94).

Dematerialization of the whole process of architectural consultation contracts (Art. 135 and 136).

9 - Promotion of innovation and research and development

Introduction of the concept of innovative services, a preferred field for start-ups, particularly those operating in the field of digital transition and digitalisation (Art. 4, 148 and 151).

The integration of the energy efficiency potential, the preservation of water resources and sustainable development among the evaluation criteria for awarding public contracts (Art. 1, 11, 21, 31, 50, 51, 69, 101 and 118).

The introduction of research and development and innovation among the bid evaluation criteria for all public contracts procedures, including architectural services (Art. 1).

10 - Strengthening transparency and information in public procurement

Introduction of the obligation to publish the three-year forecast program for public bids in accordance with the multiannual budgetary programming recommended by the Organic Law on the Finance Law (Art. 17).

Establishment of the Moroccan Observatory for Public Procurement, including public contracts (Art. 158).

Rationalizing the use of cancellation of tenders through the precision of the cases that may be subject to cancellation (Art. 48, 65, 86, 114 and 132).

The introduction of the obligation of declaring conflicts of interest for members of the committee tender, (Art. 29 and 162).

The prohibition for service providers who contributed

to the preparation of the consultation documents concerned to participate in the related tenders. (Art. 27, 71, 99 and 121).

The inclusion of the documents currently required in the additional file as contractual clauses in the special conditions, or within the administrative and technical file documents, in order to avoid cases of using the additional file documents as a mean of excluding competitors. (Art. 43).

The Prohibition for the holder whose contracts have been terminated for a fault for which they are responsible to participate in the call for tenders for the completion of the said contract (Art 27).

Introduction of the obligation to publish, at the beginning of each financial year, on the public procurement portal:

- a list showing, the number and total amount, of agreements or contracts concluded in respect of the previous financial year (Art. 4).

- a list of the number and total amount of purchase orders issued for the previous financial year (Art. 91).

11 - Promotion of the SMEs/SMIs, the cooperatives and the self-employed

The establishment of a system guaranteeing the payment of the amounts due to subcontractors by requiring the contract holder to present documents justifying the payment to the subcontractor (Art. 151).

The expression of the provisional security in terms of value within the limit of 2% of the amount of the estimated cost of the services established by the project owner (Art. 24).

Stipulation that the deposit of samples currently required during tenders' submission, is made at the time of the complement of the file to be provided by the contracting competitor (Art. 43).

12 - Promotion of management logic based on results and performance

Reduction of the period of validity of bids from 75 days to 60 days, with the possibility of extending it for an additional period not exceeding 30 days (Art. 36 and 143).

Stipulation of the gradual adoption of price references to estimate cost of services (Art. 6).

The introduction of the Workload plan among the criterias for evaluating offers, along with its introduction in the competitors' technical file (Art. 4, 10, 19, 21, 22, 28, 39, 52, 53, 88 and 153) .

The articulation between the presentation report and the public procurement completion report through the integration of the assigned objectives, indicators, achievements and the gaps between them. (Art. 156 and 157).

13 - Improvement of public procurement governance

Creating a platform for managing third party systems with the aim of exempting competitors from submitting documents issued by administrations, such as tax certificates, "CNSS" certificates, the trade register, qualification and classification of companies

(Art. 140).

The institution of the obligation to ensure that the authorisations and formalities required are obtained prior to any call for competition or negotiation such as the building permit, temporary occupation permit for public property, and the water and forest license. (Art 5, 28 and 29).

The institution of the obligation to release the real estate related to the project before the award procedure is launched. (Art. 5)

The institution of the obligation to present the documents justifying the actual payment of the salaries of employees, in the event that the contract covers security, maintenance, cleaning of administrative buildings or maintenance of green areas (Art. 16).

المتنافس المزمع إسناد الصفقة إليه عوض إيداعها في مرحلة تقديم العروض (المادة 43).

12 - تكريس التدبير القائم على النتائج وحسن الأداء

تقليص أجل صلاحية عروض المتنافسين من 75 يوما إلى 60 يوما، مع إمكانية تمديد هذا الأجل لمدة إضافية لا تتعدى ثلاثين يوما (المادتان 36 و143).

التنصيب على الاعتماد التدريجي لمراجع الأثمان عند تحديد الثمن التقديري للصفقة (المادة 6).

إدراج مخطط التحمل ضمن مقاييس تقييم عروض الصفقات العمومية، مع اعتماده ضمن الملف التقني للمتنافس (المواد 4 و10 و19 و21 و22 و28 و39 و52 و53 و88 و153).

تقوية الترابط بين تقرير تقديم الصفقة وتقرير انتهاء تنفيذ الصفقة من خلال إبراز الأهداف المتوخاة والمؤشرات والإنجازات والفوارق الناتجة عن ذلك (المادتان 156 و157).

13 - تعزيز حكامه الصفقات العمومية

إحداث منصة تدبير نظم الأغيار بهدف إعفاء المتنافسين من الإدلاء بالوثائق المسلمة من طرف الإدارات كالشهادة الجبائية وشهادة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والسجل التجاري وشهادة التصنيف والتأهيل (المادة 140).

إدراج إلزامية التوفر على جميع الشهادات والتراخيص الضرورية قبل الشروع في مسطرة طلب العروض كرخصة البناء ورخصة الاحتلال المؤقت للملك العمومي ورخصة المياه والغابات (المواد 5 و28 و29).

إدراج إلزامية تصفية الوعاء العقاري المتعلق بالمشروع قبل الشروع في مسطرة طلب العروض (المادة 5).

إدراج إلزامية تقديم الوثائق المثبتة لأداء أجور المستخدمين العاملين في صفقات حراسة ونظافة المباني الإدارية وصيانة المساحات الخضراء (المادة 16).

10 - تعزيز الشفافية وتوفير المعلومة المتعلقة بالصفقات العمومية

إدراج إلزامية نشر البرنامج التوقعي لثلاث سنوات للصفقات وفقاً للبرمجة المتعددة السنوات التي ينص عليها القانون التنظيمي للمالية (المادة 17).

التنصيب على إحداث مرصد للطلبات العمومية بما فيها الصفقات العمومية (المادة 158).

عقلنة اللجوء إلى إلغاء طلبات العروض من خلال توضيح أمثل للحالات التي يمكن لأصحاب المشاريع اللجوء فيها إلى هذا الإلغاء (المواد 48 و 65 و 86 و 114 و 132).

إدراج إلزامية التصريح بالمصلحة بالنسبة لأعضاء لجنة طلب العروض مما سيمكن من تعزيز الآليات المخصصة لتفادي حالات تضارب المصالح (المادتان 29 و 162).

منع الخدمائين الذين ساهموا في تهيئ ملف الاستشارة المتعلق بالصفقات من المشاركة في طلبات العروض المرتبطة بهذه الاستشارة (المواد 27 و 71 و 99 و 121).

إدراج الوثائق المطلوبة حالياً في الملف الإضافي كبنود تعاقدية في دفتر الشروط الخاصة أو ضمن وثائق الملف الإداري والتقني، من أجل تفادي حالات استعمال وثائق الملف الإضافي كوسيلة لإقصاء المتنافسين (المادة 43).

منع صاحب الصفقة التي تم فسخها على نفقة

ومخاطر مقاولته، من المشاركة في طلب العروض الذي يتعلق بإنهاء نفس الصفقة (المادة 27).

إدراج إلزامية نشر، عند بداية كل سنة مالية، قائمة، في بوابة الصفقات العمومية:

- قائمة تتضمن، حسب طبيعة الأعمال، العدد والمبلغ الإجمالي للاتفاقيات أو العقود الخاضعة للقانون العادي المبرمة برسم السنة المالية المنصرمة (المادة 4) ؛

- قائمة تضم، حسب طبيعة الأعمال، عدد سندات الطلب المبرمة برسم السنة المالية المنصرمة ومبلغها الإجمالي (المادة 91).

11 - تشجيع المقاولات المتوسطة والصغرى والناشئة المبتكرة والتعاونيات والمقاولين الذاتيين

وضع آلية من أجل ضمان أداء مستحقات المقاولات المتعاقدة من الباطن في إطار الصفقات العمومية والمتمثلة في التنصيب، من خلال دفتر الشروط الخاصة، على إلزام صاحب الصفقة بالإدلاء بالوثائق المثبتة لأداء هذه المستحقات قبل تسديد مبالغ الكشوفات من طرف صاحب المشروع (المادة 151).

تحديد قيمة الضمان المؤقت في نسبة أقصى تقدر ب 2 % من المبلغ التقديري للصفقة (المادة 24).

التنصيب على أن إيداع العينات يتم بالموازاة مع تقديم الوثائق التكميلية للملف الإداري من طرف

إلى المتوسط الحسابي لمجموع العروض المالية للمتنافسين من جهة، والمبلغ التقديري الذي وضعه صاحب المشروع من جهة أخرى (المادة 44).

إدراج إلزامية إبرام صفقات حراسة المباني الإدارية وتنظيفها وصيانة المساحات الخضراء عن طريق طلب العروض «بزيادة» (المادتان 20 و43).

الحد من ظاهرة تبخيس الأثمان من خلال إعادة تعريف مفهوم العرض الأكثر أفضلية من الناحية الاقتصادية بناءً على سعر أقرب إلى واقع السوق (المادة 43).

رفع سقف سندات الطلب من 200 ألف إلى 500 ألف درهم، مما يسمح بالأخذ بعين الاعتبار لخصوصيات المؤسسات العمومية (المادة 91).

8 - تحسين وتبسيط إطار إبرام العقود المتعلقة بأعمال الهندسة المعمارية

تبني الاستشارة المعمارية المحدودة كطريقة جديدة لإبرام عقود الاستشارة المعمارية المتعلقة بالمشاريع التي تقل ميزانيتها الإجمالية التوقعية للأشغال عن 10 مليون درهم مع حصرها في أشغال صيانة وتهيئة المباني الإدارية (المادة 94).

اعتماد الاستشارة المعمارية المفتوحة المبسطة المخصصة للمهندسين المعماريين المبتدئين والذين يتوفرون على أقل من 5 سنوات من المزاولة بصفة حرة، والتي تهم المشاريع التي تقل ميزانيتها الإجمالية المتوقعة للأشغال المرتبطة بها أو تساوي 3.000.000

درهم دون احتساب الرسوم (المادة 94).

رفع سقف الميزانية الإجمالية التوقعية للأشغال الموجبة للإستشارة المعمارية المفتوحة من 20 مليون إلى 30 مليون درهم (المادة 94).

إدراج إمكانية اللجوء للعقود المعمارية المجمعة بالنسبة للمشاريع التي تقل أو تساوي الميزانية الإجمالية المتوقعة لكل الأشغال المرتبطة بها، عن 10 ملايين درهم دون احتساب الرسوم والتي تخص المشاريع الصغيرة والمشاريع المتكررة والمندمجة في إطار تكتل لأصحاب المشاريع أو لنفس صاحب المشروع (المادة 94).

تجريد مساطر إبرام الاستشارة المعمارية المفتوحة والوثائق والمستندات المرتبطة بها من الصفة المادية (المادتان 135 و136).

9 - تشجيع الابتكار والبحث والتطوير

إدراج مفهوم الخدمات المبتكرة التي تضطلع بها المقاولات الناشئة لاسيما تلك التي العاملة في مجال الانتقال الرقمي والرقمنة (المواد 4 و148 و151).

إدراج النجاعة الطاقية والتنمية المستدامة ضمن مقاييس تقييم العروض لإسناد الصفقات العمومية (المواد 1 و11 و21 و31 و50 و51 و69 و101 و118).

إدراج البحث والابتكار ضمن معايير تقييم عروض المتنافسين بالنسبة لكافة طرق إبرام الصفقات العمومية بما فيها أعمال الهندسة المعمارية (المادة الأولى).

خصوصيات هذه الأشغال (المادة 166).

التنصيب على إلزام المهندس المعماري بالإدلاء، ضمن عرضه، بشهادة مصادق عليها من قبل الهيئة الوطنية للمهندسين المعماريين تشير إلى خبرته والشهادات المسلمة من طرف أصحاب المشاريع الذين أنجزوا تحت إشرافهم الأعمال المرتبطة بمجال المحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية (المادة 166).

إدراج الأعمال المتعلقة بصيانة وإصلاح المباني التقليدية والتاريخية والقديمة ضمن لائحة الأعمال التي يمكن أن تكون موضوع صفقات-إطار (الملحق 2).

5 - اعتماد أساليب جديدة للمشتريات العمومية وتبسيط المساطر

إدراج طلب العروض الوطني مخصص حصريا للمقاولات المقيمة بالمغرب وفقا لسقف تم تحديده ب10 ملايين درهم بالنسبة للأشغال ومليون درهم بالنسبة للتوريدات والخدمات (المادة 19).

إدراج الحوار التنافسي كطريقة جديدة لإبرام الصفقات العمومية، مع تحديد مفصل لمضمونها وللإجراءات المسطرية المتعلقة بها (المادة 12).

إدراج العرض التلقائي للمتنافسين كطريقة جديدة لإبرام الصفقات العمومية مع تحديد مضمونه وللإجراءات المسطرية المتعلقة به بطريقة دقيقة ومفصلة (المادة 13).

إدراج إمكانية تقديم عروض لإقتناء توريدات عن طريق قوائم إلكترونية (المادة 139).

إدراج طلب العروض المبسط كآلية جديدة لإبرام الصفقات في حدود مليون درهم، مع لجنة طلب عروض مصغرة وآجال قصيرة للإشهار وملف طلب العروض مختصر (المادة 19).

6 - تفعيل أمثل للموازنة الصناعية

تعزيز اللجوء إلى الموازنة الصناعية، لاسيما بالنسبة للصفقات الكبرى المتعلقة بقطاعات الدفاع والأمن والصناعة والطاقة والتقنيات الجديدة (المادة 146).

تمكين إدارة الدفاع الوطني من استخدام الموازنة الصناعية في إطار طلبات العروض المحدودة (المادة 165).

تحديد مجالات تفعيل الموازنة الصناعية منها الاستثمارات المباشرة ونقل الكفاءات أو نقل التكنولوجيا والتكوين وشراء أو استعمال المنتجات المحلية والإدماج الصناعي والصيانة والخدمة بعد البيع (المادة 146).

7 - تحسين مساطر تقييم العروض المالية

إعمال قاعدة الإقصاء المنهجي للعروض المنخفضة بكيفية غير عادية والعروض المفرطة قبل تحديد الثمن المرجعي (المواد 43 و44 و144).

اعتماد طريقة جديدة لتقييم العروض المالية استنادا

تقليص آجال تنفيذ الأشغال الواجب توفره لمراجعة أثمان صفقات الدراسات من 4 إلى 3 أشهر (المادة 15).

الانتقال من اعتماد سقف أقصى لتطبيق الأفضلية الوطنية إلى نسبة مائوية ثابتة محددة في 15 % المطبقة على العروض المقدمة من طرف المقاول غير المقيمة بالمغرب (المادة 147).

عدم تطبيق الأفضلية الوطنية على التجمعات التي يكون أحد أعضائها أو أكثر مقيما بالمغرب، شريطة أن تكون حصته أو حصصهم في التجمع تساوي أو تفوق نسبتها 30 % (المادة 147).

3 - دعم القيمة المضافة المحلية

إدراج إلزامية تشغيل اليد العاملة المحلية من طرف نائلي صفقات الأشغال والخدمات، باستثناء الدراسات وذلك في حدود 20 % من اليد العاملة المخصصة لإنجاز الصفقة (المادة 149).

إدراج إلزامية اللجوء إلى خبرة الصناعات التقليدية المغربية من طرف أصحاب صفقات الأشغال المرتبطة بأنشطة الصناعة التقليدية (المادة 16).

4 - المحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية

إدراج الأعمال المتعلقة بالمحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية والقديمة ضمن تعريف

صفقات الأشغال (المادة 4).

إدراج إلزامية اعتماد آلية المساعدة للإشراف على المشروع لإنجاز الخدمات المتعلقة بالمحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية (المادة 5).

التنصيص على أن اللجوء إلى طلب العروض المحدود المتعلق بالمحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية لا يستلزم تقديم شهادة إدارية (المادة 166).

إدراج إلزامية توفر المتنافسين، ضمن الموارد البشرية التي المخصصة للورش المتعلق بالمحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية، على حرفيين ومعلمين (المواد 21 و31 و51).

التنصيص على أن الشهادات المرجعية يجب أن تتضمن الأعمال المنجزة، المتعلقة بالمباني المؤهلة طبقا للقانون رقم 80-22 المنظم للمحافظة على المباني التاريخية والمناظر والكتابات المنقوشة والتحف الفنية (المادة 28).

إدراج أعمال المحافظة على المدن العتيقة وترميم المآثر التاريخية المصنفة بموجب القانون 80-22 ، ضمن حالات اللجوء إلى المسطرة التفاوضية (المادة 166).

التنصيص على أن أتعاب المهندسين المعماريين المتدخلين في مجال ترميم المآثر التاريخية، يجب أن لا تقل عن 5 % وألا تزيد عن 8 % (المادة 166).

رفع سقف الميزانية التقديرية لصفقات الأشغال لإنجاز الخدمات المعمارية المتعلقة بالمآثر التاريخية، عن طريق الاستشارة المعمارية، من 20 مليون درهم المعمول به حاليا إلى 50 مليون درهم لمراعاة

مستجدات مرسوم رقم 2-22-431 يتعلق بالصفقات العمومية

أساسيات إصلاح مرسوم الصفقات العمومية 2023 في 13 نقطة :

1 - توسيع مجال تطبيق مرسوم الصفقات العمومية 2 - تعزيز الأفضلية الوطنية

إدراج اللجوء إلى المنتجات المغربية المنشأ، إن وجدت، ضمن مقاييس تقييم عروض المتنافسين (المادة 5).
إدراج اللجوء إلى استعمال منتجات الصناعة التقليدية المغربية لإنجاز الأعمال المرتبطة بهذه الصناعة (المادة 5).

إلزام المتنافسون الأجانب بضرورة إشراك خبراء مغاربة ضمن الموارد البشرية المخصصة لإنجاز صفقات الدراسات وكذا تلك الخاصة بالنظم المعلوماتية، وذلك في حدود نسبة لا تقل عن 20 % من الخبراء المعنيين (المادة 144).

إدراج عكس الفارق الناتج عن تقلبات الأثمان الحاصل بين تاريخ إيداع العروض وتاريخ التسليم بالنسبة لصفقات التوريدات وصفقات الخدمات غير تلك المتعلقة بالدراسات والتي لا تتضمن أسعار منظمة ويفوق أجل تنفيذها ستة أشهر (المادة 15).

توسيع مجال تطبيق مرسوم الصفقات العمومية ليشمل كل المؤسسات العمومية والأشخاص الاعتبارية الأخرى الخاضعة للقانون العام (المادة 2).

توسيع مجال تطبيق آلية الأفضلية الوطنية ليشمل إضافة إلى صفقات الأشغال، صفقات التوريدات والخدمات والدراسات (المادة 147).

إضافة عقود الشراكة بين القطاعين العام والخاص والأعمال المنجزة في الخارج لفائدة المصالح والهيئات العمومية المتواجدة في الخارج، وكذا بعض الاتفاقيات المبرمة فيما بين المصالح العمومية ضمن الاستثناءات من مجال تطبيق مرسوم الصفقات العمومية (المادة 3).



الذخينة العامة للمملكة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵎⵓⵔⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵏⵜ
TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME



مستجدات

مرسوم رقم 2-22-431

يتعلق بالصفقات العمومية